

# Trente ans aux manettes

Ben Fayot

On l'appelait «Papa», le ministre d'État Paul Eyschen (1841-1915) à la belle barbe blanche et au port altier. Il habitait le centre de la capitale et se rendait à pied à son bureau. Il vivait en célibataire, avec une bonne, dans une belle maison de la rue Notre-Dame, depuis longtemps rasée comme tant d'autres. L'État, c'était lui. Toute une vie consacrée au service de l'État : 49 années de vie publique, dont 10 à la Chambre, 39 au gouvernement, ministre d'État de 1888 jusqu'à sa mort en 1915, donc 27 ans à la tête du gouvernement. Issu d'une famille catholique militante, on le compte pourtant parmi les libéraux, mais dans un système de notables, il devait trouver le juste milieu en fonction des sujets et des intérêts. Ainsi, en matière d'enseignement, il était responsable aussi bien de la loi rétrograde de 1898 que de la loi progressiste de 1912. Les importantes lois sociales du début du XX<sup>e</sup> siècle ont façonné son image autant que son libéralisme économique et son ouverture sur l'étranger.

Tout cet arrière-fond historique m'est revenu à l'esprit dans le brouhaha médiatique autour des 30 ans de participation gouvernementale de Jean-Claude Juncker, dont 18 comme Premier ministre. On ne l'appelle certes pas encore « Papa » Juncker ; il n'a pas de barbe blanche ; il habite le canton de Capellen et vient à son bureau en voiture. Politiquement, il doit composer avec des partis, dont le sien en tout premier lieu, à la différence d'Eyschen, seul à « jouer » avec les notables pour s'imposer. En matière de coalitions, JCJ n'en a vécu que de deux sortes : avec le DP (de 1982 à 1984 et de 1999 à 2004) et le LSAP (de 1984 à 1999 et de 2004 à ce jour), avec une préférence clairement exprimée pour celles avec le LSAP. Eyschen était un libéral moderne en matière de démarches sociétales. Sous JCJ, des tabous tombent aussi successivement, mais lentement, parfois trop lentement.

Catholique, social et libéral, il est tout cela à la fois, et cela aussi n'est pas sans rappeler « Papa » Eyschen,

tout comme son ouverture sur l'Europe et le monde. Le Zollverein pour Eyschen, l'Union européenne pour JCJ : le fait que le Grand-Duché est trop petit pour une activité économique dynamique et pour inventer le monde à lui tout seul, ils l'ont su tous les deux. Mais l'Europe est autrement plus exigeante pour JCJ que le Zollverein pour Eyschen. Aujourd'hui, les affaires européennes demandent beaucoup de temps et, dans le cas de JCJ, président de l'Eurogroupe, elles ont rogné largement sur sa charge de Premier ministre, ce qui n'a pas été sans conséquences pour la rigueur dans la gouvernance du pays.

\*

On se demande cependant si les évolutions que l'on constate dans la société menée par ces grands hommes d'État sont le fait de leur initiative personnelle ou de l'œuvre collective d'une société qu'ils personnifient. La longévité en politique n'est-elle pas plutôt due à une grande disponibilité à accompagner prudemment ce que la société accepte comme modernité, plutôt qu'à leur dynamisme propre ? Sui-vants attentifs plutôt que précurseurs, et surtout pas révolutionnaires. Leur disponibilité à la modernité naît de leur connaissance intime de l'état de la société et de l'absence de préjugés partisans, d'idées préconçues, de fanatisme. Ce qui donne l'impression de fluctuations au gré des vents contraires et de la conjoncture du moment.

En effet, en ce qui concerne JCJ, il n'est pas toujours facile de distinguer exactement les convictions personnelles des positions politiques sur lesquelles il veut camper et s'imposer. Il a ses convictions et il les exprime avec verve, mais ces convictions ne sont pas toujours suivies d'effets. Il a son style, sa rhétorique, et celle-ci aime les pirouettes pour dire une chose et son contraire.

Ben Fayot est député et membre du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois.

---

**La permanence au pouvoir est par essence conservatrice ; conserver le pouvoir, c'est maintenir le statu quo, en ordre principal, et s'il faut changer, en ordre subsidiaire, préférer les maturations lentes, refuser les innovations brusques.**

---




---

**Catholique,  
social et libéral,  
il est tout cela  
à la fois, et cela  
aussi n'est pas  
sans rappeler  
« Papa » Eyschen  
tout comme  
son ouverture sur  
l'Europe et  
le monde.**

---

On peut ainsi citer pêle-mêle le tram dans la ville, qu'il a toujours défendu dès le début avec le projet BTB, mais que son propre parti a mis longtemps à accepter. Citation de 2000 : « Ech wëll hei kloer soen, datt d'Alternativ zum BTB net kann doranner bestoen, datt de BTB net gebaut gëtt. »

Il s'est toujours dit opposé à une université à Luxembourg, créée pourtant en 2003 par son gouvernement, pour laquelle celui-ci fait un important effort financier.

Je l'ai entendu défendre le récent mariage princier, affirmation solennelle et spectaculaire de l'alliance du trône et de l'Église, mais dire incidemment qu'on aurait pu s'y prendre autrement.

Il défend l'index avec provocation devant les patrons, chaque année de nouveau, mais en défend aussi bien la modulation sous des formes différentes.

Il dit se retrouver dans la « christliche Soziallehre » dans ses interviews au *Luxemburger Wort* et se mêle cependant rarement des débats sociétaux, qui traînent longtemps dans ce pays catholique.

Je me rappelle non sans tristesse l'entendre, lui, le défenseur de l'Europe unie, ironiser sur la Convention européenne, une belle entreprise démocratique initiée par le Conseil de Laeken en 2000. L'appelant d'abord « chambre noire », il mit ensuite tout son poids – jusqu'à menacer de sa démission en cas d'échec – pour faire accepter au référendum du 10 juillet 2005 le Traité constitutionnel issu de cette Convention.

À propos d'Europe, il a toujours insisté sur une vision communautaire, avec la Commission comme gardienne des traités, et s'est retrouvé, comme président de l'Eurogroupe et au Conseil européen, à faire surtout de l'intergouvernemental pour lutter contre la crise de l'euro. Mais là, après sept années passées à

la tête de l'Eurogroupe, où il a mis toute son énergie et son enthousiasme, il semble aigri et fait la moue sur cette entreprise et les grands de ce monde qu'il a côtoyés jour et nuit.

Il s'est toujours fait le champion d'une Europe sociale, mais a toujours buté sur des Premiers ministres et chefs d'État de toutes les couleurs politiques – chrétiens-démocrates, socialistes, libéraux, et j'en passe –, qui ont beaucoup parlé d'Europe sociale, mais n'en ont pas vraiment voulu. Lui-même, d'ailleurs, n'a jamais dit clairement quelles compétences sociales nationales transférer à l'Union européenne pour qu'elle puisse légiférer au nom des États membres dans ce domaine.

L'Europe est son milieu naturel. Il aime circuler au Parlement européen. Encore récemment, pour sa dernière prestation comme président de l'Eurogroupe à la Commission économique et monétaire, on a pu sentir, à travers les images qu'en a rapportées la télévision, quelle est la fascination qu'il exerce sur les députés des 27 États membres. Il a depuis toujours apprécié le Parlement européen et traite avec égards les députés européens. Mais son gouvernement est lent, voire réticent, à partager avec son Parlement national l'expertise dont il dispose pour juger des dossiers européens.

\*

Enfin, l'homme politique est très connu à l'étranger. Dans le monde entier, on ne cesse de l'apprécier et de le considérer, ce dont les Luxembourgeois ne sont pas peu fiers. Pourquoi cette considération ?

Une des raisons en est sa longévité au niveau élevé des responsabilités. C'est un fait rare dans la plupart des pays démocratiques de voir quelqu'un aussi longtemps aux manettes de l'État. Dans presque tous les pays démocratiques, les charges au niveau très élevé sont limitées par la loi ou par l'alternance démocratique. Nombreux sont les ministres à y valser au gré des remaniements. Quelqu'un dont le parcours ne



Monument en honneur de Paul (« Papa ») Eyschen à Kautenbach

correspond pas à cette logique est considéré comme une exception.

Évidemment, cette longévité n'est qu'un aspect d'une question plus générale qui se pose à propos de la longévité d'un même parti aux commandes du pays. Longévité qu'exprime l'absence d'alternance politique. En d'autres termes, JCJ est aux manettes par la grâce de son parti et du système politique qui rend extrêmement difficile la véritable alternance politique. Depuis 1919, faut-il le rappeler, il n'y a eu de véritable alternance qu'en 1925-1926 et de 1974 à 1979, lorsque le parti catholique dominant a été renvoyé à l'opposition.

Mais c'est une constante essentielle de la politique du pays depuis son indépendance en 1839 : être gouverné par la même tendance politique sur une très longue durée. Au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, justement jusqu'à la mort d'Eyschen en 1915, le pays était dominé par ce qu'on a pu appeler, au sens large du terme, le Parti libéral, auquel a succédé en 1917 le parti catholique, d'abord appelé Parti de la droite, puis Parti chrétien-social, et ce, jusqu'à aujourd'hui.

À défaut de l'expliquer, on peut en constater les conséquences importantes pour la vie politique d'une société. Car la permanence au pouvoir est par essence conservatrice – conserver le pouvoir, c'est maintenir le statu quo, en ordre principal, et s'il faut changer, en ordre subsidiaire, opter pour une démarche prudente, préférer les maturations lentes, refuser les innovations brusques. Il faut croire qu'une telle approche du pouvoir plaît aux Luxembourgeois dans leur grande majorité, en tout cas celle qui a donné la majorité absolue au Parti de la droite en 1919, et qui donne aujourd'hui 26 sièges sur 60 au CSV à la Chambre.

Certes, l'histoire du CSV n'est pas un long fleuve tranquille. Pour en rester à l'histoire récente, on en rappellera le déclin électoral dans les années 1960 et 1970, le passage à l'opposition en 1974 et la reconquête du pouvoir en 1979. JCJ, ne l'oublions pas, est

entré au gouvernement en 1982, dans une période en réaction contre le gouvernement de centre-gauche.

Mais rarement un gouvernement de droite ou de centre-droit a mis en œuvre une rupture fondamentale avec la période précédente. C'est une caractéristique du système d'éviter la polarisation extrême. Le DP est entré en coalition avec le CSV en 1979, qui a continué sur les acquis des cinq années précédentes, comme si de rien n'était. Si le CSV a continué, jusqu'en 2009, de refuser la loi de 1978 sur la dépénalisation de l'avortement, il n'a rien fait pour l'abolir, comme le Parti de la droite n'a pas aboli en 1919 la loi scolaire de 1912, alors qu'il avait la majorité absolue à la Chambre.

Longévité du parti dominant, absence de polarisation, continuité, refus de la rupture, voilà le contexte dans lequel agit JCJ depuis 30 ans. Son parti l'a accueilli très jeune, à l'âge de 28 ans, à peine ses études terminées. Aux élections législatives de 1979, il n'arriva que 15<sup>e</sup> sur la liste du Sud. Eyschen, lui, fut élu député du canton de Wiltz à l'âge de 25 ans. Avec un mélange de prudence audacieuse, le CSV a fait de JCJ un secrétaire d'État, ce qui l'a lancé pour les élections de 1984, où il arriva deuxième après Jean Spautz. Apparatchik du parti sans expérience de la vie professionnelle ordinaire, comme il le regrette lui-même aujourd'hui. Mais, tout en le regrettant, il sait qu'il faut commencer très tôt dans la vie politique pour arriver là où il se trouve. Une fois sur les rails, sa carrière était et est toute tracée jusqu'à la fin, dont il va décider lui-même.

1913, l'année de naissance de Pierre Werner ; 1937, celle de Jacques Santer ; 1954, celle de JCJ. Ce dernier n'a pas connu la guerre ni l'après-guerre difficile, ni le climat pesant et conformiste des années cinquante et soixante. Il y a vingt ans, le vent de réforme de mai 1968 avait changé l'Europe, libéré les esprits et les mœurs. C'est donc un homme nouveau, moins conformiste, moins engoncé dans les certitudes, plus libre dans sa démarche et sa parole que ceux qui sont au pouvoir en 1982.

Tout cela fait qu'il n'est pas le politicien froid et distant, omnipotent, contrôlant tous les rouages auxquels on pourrait s'attendre au vu de cette biographie et que d'aucuns aiment dénoncer dans les polémiques politiciennes. Je vois au contraire un homme de contradictions, voire souvent tourmenté, qui sait cacher ses contradictions par une verve communicatrice sans pareil. Trente ans aux manettes : il y a de tout là-dedans, des succès, des hésitations, des échecs, des oublis, fort naturellement. Donc, JCJ, surtout pas un surhomme ! ♦

---

**C'est une constante essentielle de la politique du pays depuis son indépendance en 1839 : être gouverné par la même tendance politique sur une très longue durée.**

---